

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2023 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 27 janvier 2023 à AIX-MARSEILLE-UNIVERSITE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230128-LM-202301282x20x21103252724

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Samedi 28 janvier 2023

Le Monde • p. 30 • 1139 mots

p. 30



Christian Henriot L'université française reste hermétique à la Chine

Si elles comptent des spécialistes de la langue et de la littérature chinoise, les universités françaises ne font que peu de place aux études historiques, sociologiques, politiques ou anthropologiques de la Chine. Une grave erreur, prévient l'historien

Christian Henriot

Il y a un pays voué à la vengeance et à la justice, un pays qui ne déposera pas les armes, qui ne déposera pas l'esprit avant l'affrontement planétaire. Déjà 300 ans d'ère européenne s'effacent, déjà l'ère chinoise commence », écrit André Malraux en 1967 dans *Antimémoires*.

À l'heure où le Parti communiste chinois vient de clore son XXe congrès, avec l'intronisation de Xi Jinping pour un troisième mandat marqué du sceau « *Make China great again* », la prophétie de Malraux prend une acuité particulière. Que connaissons-nous de la Chine, en France, aujourd'hui ? Quelles sont nos forces pour étudier, analyser et comprendre les ressorts de ce pays aux dimensions uniques ? De quelle expertise disposons-nous dans l'université française ?

Il y a quarante ans, à l'aube des réformes impulsées par Deng Xiaoping, l'on pouvait encore considérer la Chine comme un « *objet d'étude* » laissé au soin d'un

petit nombre de spécialistes – sinologues – de quelques institutions. Aujourd'hui, la Chine est une puissance politique, économique, militaire et scientifique dont l'action se déploie avec force, détermination et stratégie, à l'échelle planétaire. Face à cette présence multiforme, avons-nous développé nos capacités d'expertise ? Avons-nous nourri au sein de la société française une connaissance plus large et mieux informée sur la Chine ? À l'évidence, non.

La question qui est posée ici est celle de la déficience grave de l'université française dans la création d'une expertise à la mesure du défi que représente la Chine. Notre degré d'expertise dépend en effet de la capacité à produire une recherche fondamentale, à l'université ou dans les organismes de recherche. L'expertise à visée opérationnelle, complémentaire et nécessaire, comme dans certains services ministériels ou cercles de réflexion, est aussi intrinsèquement liée à l'université.

Or, que constate-t-on ? Le nombre de postes de spécialistes de la Chine est resté globalement inchangé, toujours confinés dans quelques institutions spécialisées et au CNRS.

Parcours du combattant

L'université forme pourtant nombre de jeunes chercheurs, avec une production remarquable de thèses fondées sur de solides recherches de terrain et une expérience de première main du monde chinois. Qu'advient-il de ces jeunes chercheurs à l'issue de la thèse ? Pour beaucoup, c'est d'abord un parcours du combattant qui commence : ils se retrouvent ballottés de postes d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) en postdoc des années durant, sans perspective d'emploi scientifique. Certains parviennent à en décrocher un, à force de persévérance, parfois à un âge avancé, mais nombre d'entre eux renoncent ou font le choix de l'expatriation. La raison est simple : l'université n'offre aucun débouché aux spécialistes en sciences sociales de la Chine.

Documents sauvegardés

C'est un immense gâchis, alors même que le besoin d'expertise et de formation des jeunes générations de Français sur la Chine est impérieux.

Comment en est-on arrivé là ? La responsabilité première en incombe à une université qui reste hermétique à la Chine. Exception faite des départements de langue chinoise, en petit nombre et constitués principalement de spécialistes de la langue et de la littérature, la Chine est absente des universités françaises. Combien d'historiens, de sociologues, de politologues, de géographes, de juristes et même d'anthropologues spécialistes de la Chine dans les départements de sciences sociales des universités ? Pour chacune des disciplines énumérées, le chiffre tient entre zéro et trois.

A l'université Aix-Marseille, le seul poste en histoire consacré à l'Asie est en jachère depuis quatre ans, et la faculté vient de décider de supprimer le poste de professeur en sciences sociales de la Chine contemporaine. Les universités françaises continuent de former des cohortes d'étudiants sans la moindre exposition aux enjeux que représente la Chine d'aujourd'hui.

Quelques institutions, toutes parisiennes, contribuent, et c'est heureux, au recrutement de spécialistes de la Chine, comme l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) ou l'Ecole pratique des hautes études (EPHE) ; mais leurs capacités conjointes de recrutement ne peuvent pas compenser l'absence de recrutement à l'université. Et, de fait, le nombre de postes dans ces institutions n'a pas varié dans les trente dernières années. Au Centre national de la recherche scien-

tifique (CNRS), le nombre de spécialistes de l'Asie s'est effondré depuis 2002. Imagine-t-on qu'en sociologie, en sciences politiques ou en économie, le CNRS ne compte qu'un seul chercheur sur la Chine en 2022 ?

L'université Harvard, qui compte à elle seule 48 spécialistes de la Chine (presque autant que l'Inalco, le CNRS, l'EHESS, et l'EPHE réunis), annonce, pour l'un de ses cours phares sur la Chine : « *There is nothing more important in the early twenty-first century than learning about China* » [« Il n'y a rien de plus important en ce début de XXI^e siècle que d'en apprendre plus sur la Chine »]. Ce n'est pas un effet d'affichage, c'est un engagement.

Léthargie intellectuelle profonde

Demandons-nous, à l'inverse, de quelle expertise la Chine dispose sur la France ? Combien d'étudiants chinois sont passés par nos universités et ont interagi longuement avec la société française ? Combien ont effectué leur doctorat en France sur des sujets français ? Des dizaines de milliers pour les premiers, des centaines pour les seconds. La plupart sont retournés en Chine et ont apporté à leur pays, en plus des experts patentés, un vivier extraordinaire de connaissances sur la France.

Combien d'étudiants français ont étudié en Chine ? Combien ont fait des doctorats sur des sujets chinois, avec une double expertise linguistique et disciplinaire ?

La Chine représente l'un des défis les plus prégnants du temps présent. L'université française est encore prise dans une léthargie intellectuelle profonde, au moment où elle devrait recruter en nombre dans ses départements de sciences

sociales des spécialistes de la Chine. A défaut de combler le fossé abyssal avec les universités américaines, il est impératif de se mettre au moins au diapason des grandes universités européennes en termes d'expertise sur la Chine.

Il est aussi urgent que le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche mobilise les moyens financiers, à l'image de l'Allemagne (qui investit 24 millions d'euros), afin de doter la recherche française des postes et des ressources nécessaires pour assurer le développement d'une expertise forte et durable sur la Chine en France.

Note(s) :

Christian Henriot est historien et enseigne à Aix-Marseille Université. Il est le président de la Fondation internationale des études chinoises